

La technologie américaine, grande gagnante du conflit frontalier opposant la Chine et l'Inde

Par Angelo Katsoras

Les tensions entre la Chine et l'Inde ont culminé le 15 juin en un conflit frontalier qui a fait 20 morts parmi les soldats indiens et un nombre inconnu de victimes du côté chinois. Bien qu'aucun coup de feu n'ait été tiré grâce à un accord de longue date prévoyant que la frontière commune soit patrouillée par des forces sans armes, les deux côtés se sont assaillis sauvagement à coups de bâtons et de barres de fer et de jets de pierres.

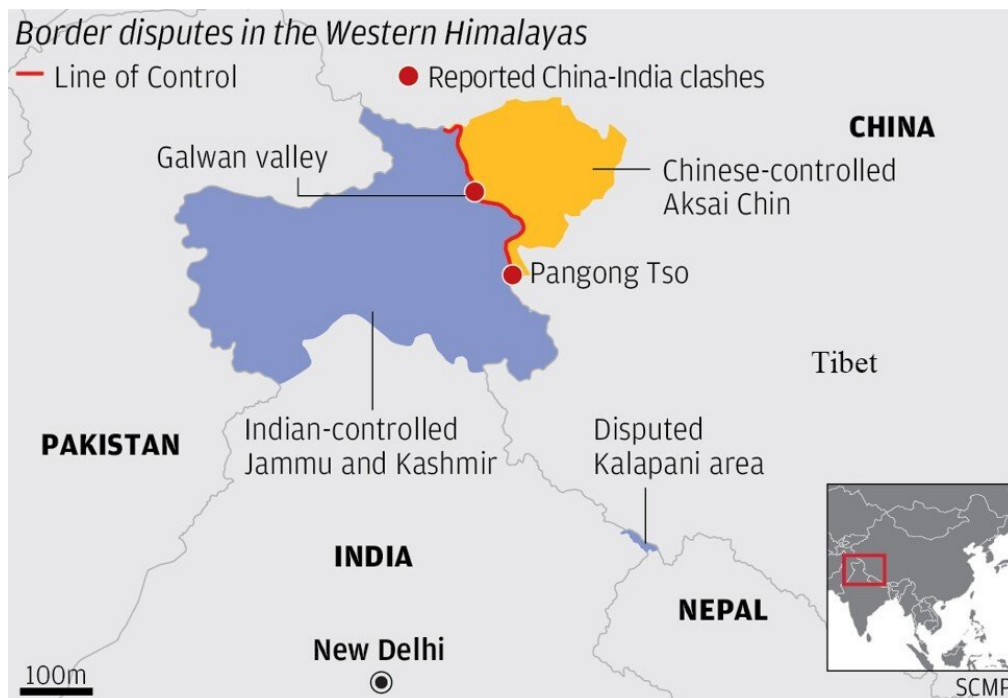
Ni la Chine ni l'Inde ne sont tentées de s'engager dans un conflit armé plus généralisé, surtout à un moment où les deux pays sont aux prises avec leur plus faible croissance économique depuis des décennies à cause de la COVID-19, mais nous pensons que l'escarmouche marque un moment décisif dans leurs relations. C'est particulièrement le cas pour l'Inde, qui a réagi en prenant des mesures pour réduire sa dépendance économique de la Chine et intensifier ses efforts pour nouer des alliances avec les États-Unis et d'autres pays.

Les mesures prises pour restreindre l'accès des sociétés chinoises à l'immense marché indien, notamment dans les secteurs de la TI et des télécommunications, avantageront les sociétés technologiques américaines engagées dans une bataille pour l'hégémonie mondiale avec leurs rivaux chinois.

Les tensions frontalières entre l'Inde et la Chine durent depuis des décennies

L'Inde et la Chine se sont livrés une guerre de courte durée en 1962, qui a fait plus de 1,000 morts du côté indien et un peu moins de 800 du côté chinois. Un autre conflit en 1967 s'est soldé par 150 victimes indiennes et 340 chinoises. Malgré plusieurs flambées de tensions depuis, la bataille rangée de la mi-juin était l'événement le plus mortel depuis plus de 40 ans.¹

Les deux parties ont convenu de se retirer au moins en partie de certaines positions, mais la situation reste tendue, les représentants indiens prétendant qu'environ 50 kilomètres carrés auparavant contrôlés par l'Inde sont maintenant aux mains des forces chinoises.²



Source : « China-India border: why the devil is still in the detail for troop withdrawal agreement », *South China Morning Post*, 7 juillet 2020

¹ « India-China Border Dispute: A Conflict Explained », *New York Times*, 17 juin 2020

² « Modi says 'age of expansionism' over amid China border tensions », *Bloomberg*, 3 juillet 2020

Même avant l'affrontement, l'Inde ressentait la pression de l'influence économique et géopolitique croissante de la Chine. La Chine a notamment noué une alliance avec le Pakistan, rival de toujours de l'Inde, a récemment mis la main sur une île dans les Maldives à quelques centaines de milles de la côte Indienne³ et a pris possession d'un port majeur proche de l'Inde après que le gouvernement sri-lankais n'a pas réussi à rembourser un prêt que Pékin avait consenti pour sa construction.

La classe politique et le public en Inde se tournent contre la Chine

Comme aux États-Unis, un consensus politique rare a émergé en Inde sur la nécessité de plus de fermeté à l'endroit de la Chine. Un message sur Twitter de Rahul Gandhi – l'ex-président du Congrès national indien, principal parti d'opposition, et dernier héritier de la dynastie Nehru-Gandhi – est révélateur de l'état d'esprit qui règne dans la classe politique indienne : « Comment la Chine ose-t-elle tuer nos soldats? Comment ose-t-elle confisquer des terres qui nous appartiennent? ».

Selon un sondage effectué après le conflit frontalier, 68,3% des Indiens voyaient en la Chine un ennemi plus important que le Pakistan, alors que 68,2% étaient en faveur d'un boycott des produits chinois.⁴ Espérant tirer profit de ce sentiment, la Confederation of All India Traders n'a pas perdu du temps pour soumettre une liste de plus de 500 produits chinois à mettre à l'index.⁵

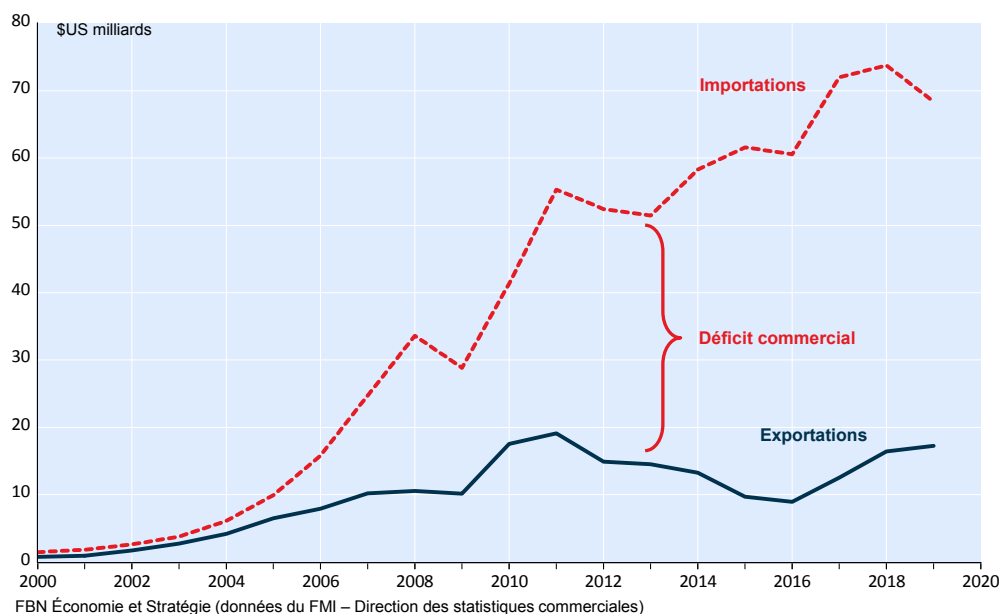
Quant à la Chine, peut-être dans l'espoir de faire retomber les tensions avec l'Inde, elle n'a pas communiqué beaucoup de détails sur l'affrontement du 15 juin dans la presse d'État.

La Chine a un excédent massif de la balance commerciale de marchandises avec l'Inde

L'Inde a importé pour plus de US\$65 milliards de marchandises de la Chine d'avril 2019 à mars 2020 et n'en a exporté que pour US\$16,6 milliards. Le déficit commercial dépasse ainsi les US\$48 milliards.⁶

Inde : Commerce avec la Chine

Données annuelles, dernières données du 30/6/2019



Les importations de l'Inde en provenance de la Chine comprennent environ la moitié de toutes ses importations d'électronique (c.-à-d., matériel et composants informatiques et instruments de télécommunications), plus de deux tiers des ingrédients nécessaires pour son industrie pharmaceutique et la plupart de ses panneaux solaires.⁷ À long terme, l'Inde s'efforcera de réduire sa dépendance à l'égard de la Chine en s'en remettant à une combinaison de plus de production intérieure et d'importations d'autres pays.

³ « China and India Brawl at 14,000 Feet Along the Border », *New York Times*, 30 mai 2020

⁴ « 68% believe China bigger problem for India than Pakistan: Poll », *Financial Express*, 23 juin 2020

⁵ « India-China border dispute: tensions likely to increase scrutiny of Chinese investment, analysts say », *South China Morning Post*, 19 juin 2020

⁶ « Three reasons India can't quickly distance itself from China despite the border clash », *CNBC*, 7 juillet 2020

⁷ « India has few good ways to punish China for its Himalayan land-grab », *The Economist*, 4 juillet 2020

Mesures de représailles commerciales adoptées par l'Inde jusque-là

- Même avant la flambée des tensions entre les deux pays, l'Inde avait déjà restreint la capacité de la Chine d'acheter des sociétés ou des biens immobiliers indiens. En avril, le gouvernement a annoncé que des investissements des pays voisins nécessiteraient désormais une autorisation officielle.⁸ Cela a été largement perçu comme un moyen d'empêcher les sociétés chinoises de prendre le contrôle d'entreprises stratégiques. En outre, immédiatement après l'escarmouche frontalière, le gouvernement de l'État du Maharashtra, où se trouve la capitale financière Bombay, a annoncé qu'il retardait pour plus de \$600 millions de transactions avec des sociétés chinoises.
- L'Inde va maintenant très probablement rejoindre les États-Unis et un nombre croissant d'autres pays qui excluent Huawei de leurs réseaux 5G ou limitent la participation de cette société. Une telle décision était beaucoup moins probable avant l'incident frontalier. L'Inde a déjà interdit aux sociétés de télécommunications d'État d'utiliser du matériel de ZTE ou de Huawei pour leurs réseaux 5G et fera sans doute pression sur les entreprises privées pour qu'elles en fassent autant.
- L'Inde a annoncé qu'elle inspectera toutes les importations d'équipements électriques, particulièrement celles en provenance de la Chine, pour s'assurer qu'ils ne représentent pas une menace pour sa sécurité. En ce qui concerne l'importation d'équipements électriques chinois, le ministre indien de l'Électricité, R.K. Sing, a dit que : « C'est quelque chose que nous ne pouvons pas tolérer, nous avons un pays qui transgresse et tue nos soldats et malgré cela nous y créons des emplois. »⁹
- L'Inde a interdit 59 applications chinoises, dont WeChat et TikTok, menaçant potentiellement les plans d'expansion mondiale de ces sociétés. Par exemple, bien que l'Inde représente moins de 1% des revenus de la société mère de TikTok, ByteDance, elle est le plus grand marché étranger de TikTok par le nombre d'utilisateurs (200 millions).¹⁰ Une interdiction à long terme nuirait aux perspectives de TikTok de devenir un rival mondial de Facebook. Le ministre indien de l'Électronique et de la Technologie de l'information a affirmé que les applications chinoises subtilisaient et transmettaient discrètement les données des utilisateurs d'une manière non autorisée à des serveurs situés en dehors de l'Inde.¹¹ Peut-être encouragés par la décision indienne, les États-Unis ont annoncé peu après que Tik Tok devrait soit quitter le pays soit vendre les activités américaines de l'application. Les mesures prises par l'Inde et les États-Unis pourraient avoir un effet domino sur d'autres pays.

L'Inde peut-elle détourner des chaînes d'approvisionnement de la Chine?

L'Inde essaie d'attirer des sociétés qui cherchent à diversifier leur production en dehors de la Chine. Par exemple, elle serait en concertation avec Apple pour déménager un cinquième de sa production de la Chine.

Mais si l'on en croit les antécédents récents de l'Inde, il ne lui sera pas facile d'attirer sur son territoire une plus grande part des chaînes d'approvisionnement industriel. Il y a six ans, l'Inde a annoncé l'intention de porter la fabrication à 25% de son PIB. Au lieu de cela, selon la Banque Mondiale, de 2014 à 2018, la fabrication a en fait baissé de 15.1% à 14.8% du PIB.¹² Cet insuccès peut s'expliquer par les nombreux obstacles que rencontrent les fabricants en Inde, dont des lois qui compliquent l'acquisition de terrains pour des fins industrielles et des règlements qui rendent difficile aux grandes usines de licencier du personnel en cas de ralentissement de l'activité. Malgré la faiblesse des salaires en Inde, cela encourage les fabricants soit à rester petits soit à prendre de l'expansion par l'automatisation, ou à investir ailleurs. Cela dit, plusieurs États indiens auraient récemment décidé de suspendre ou d'assouplir ces lois. Cela laisse penser que d'importants changements réglementaires se préparent.

La Chine affronte-t-elle trop de pays à la fois?

Même avant l'éclatement des hostilités avec l'Inde, la Chine faisait face à un rejet géopolitique pour plusieurs raisons, dont :

- son traitement initial de la pandémie de COVID-19,
- une loi controversée sur la sécurité à Hong Kong,
- les risques allégués associés à Huawei,
- ses pratiques commerciales protectionnistes et une tendance à utiliser le commerce comme arme pour faire taire les critiques,
- les vastes revendications territoriales en mer de Chine méridionale, qui comprennent une présence militaire croissante.

⁸ « Zomato cut off from Chinese funding by India-China tensions », *Financial Times*, 5 juillet 2020

⁹ « India seeks to curb Chinese power equipment imports amid tensions », Reuters, 3 juillet 2020







¹⁰ « What Beijing Lost With Its Border Clash Blunder », *Wall Street Journal*, 9 juillet 2020

¹¹ « India Bans Nearly 60 Chinese Apps, Including TikTok and WeChat », *New York Times*, 29 juin 2020

¹² « Can Indian Manufacturing Capitalize on the Flight From China? », *Wall Street Journal*, 14 mai 2020

Territorial claims in the South China Sea

Territorial claims

 China	 Philippines
 Vietnam	 Malaysia
 Brunei	 Indonesia

Key disputed features claimed by China

- | | |
|-----------------------|-----------------|
| ① Scarborough Shoal | ② Mischief Reef |
| ③ Second Thomas Shoal | ④ Vanguard Bank |
| ⑤ Luconia Shoals | ⑥ Natuna Besar |
| ⑦ James Shoal | |



Source : « In the South China Sea, Washington Tries to Balance Support and Entanglement », Stratfor, 17 juillet 2020

En plus de ses relations tendues avec les États-Unis, les actions citées ci-dessus ont maintenant contribué à distordre les liens de la Chine avec des pays et des blocs tels que le Canada, l'Australie, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Japon, le Vietnam, la Malaisie, et maintenant l'Inde.

À l'avenir, il sera plus difficile pour les sociétés chinoises appartenant à des secteurs stratégiques d'augmenter leur chiffre d'affaires ou de faire des acquisitions stratégiques dans certaines régions.

Conclusion

À l'heure où les tensions montent déjà avec de nombreux pays, une détérioration des liens avec l'Inde a encore compliqué la position de la Chine sur l'échiquier géopolitique. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne sa bataille avec les États-Unis pour la domination mondiale de la TI.

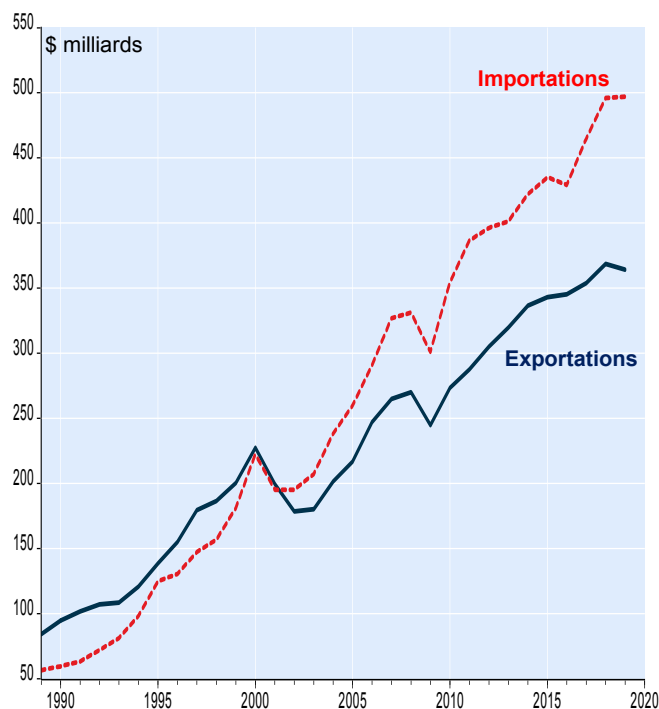
Pour commencer, le récent affrontement à la frontière a rendu beaucoup plus probable un alignement de l'Inde sur les États-Unis pour exclure certaines sociétés de TI et de télécommunications chinoises de son propre marché. Une interdiction à long terme de l'Inde compromettrait les efforts des sociétés chinoises pour rivaliser avec des entreprises américaines comme Facebook, Google et Amazon à l'échelle mondiale. Cela, parce que l'Inde est un des premiers marchés de croissance du monde pour les services reliés à Internet, avec un peu moins de la moitié de sa population de 1,3 milliard d'habitants qui ne sont pas encore branchés. Les actions de l'Inde pourraient aussi influencer des pays qui tergiversent encore au sujet de l'importance de l'accès à accorder aux sociétés de TI chinoises.

Comme la Chine l'a fait avec Tencent et Alibaba, l'Inde cherche à créer ses propres champions nationaux de TI. Ces sociétés seront maintenant beaucoup plus portées à conclure des entreprises en participation avec des sociétés américaines qu'avec des chinoises. L'investissement de Facebook dans Reliance Jo, une société de télécommunications indienne, en est un exemple.

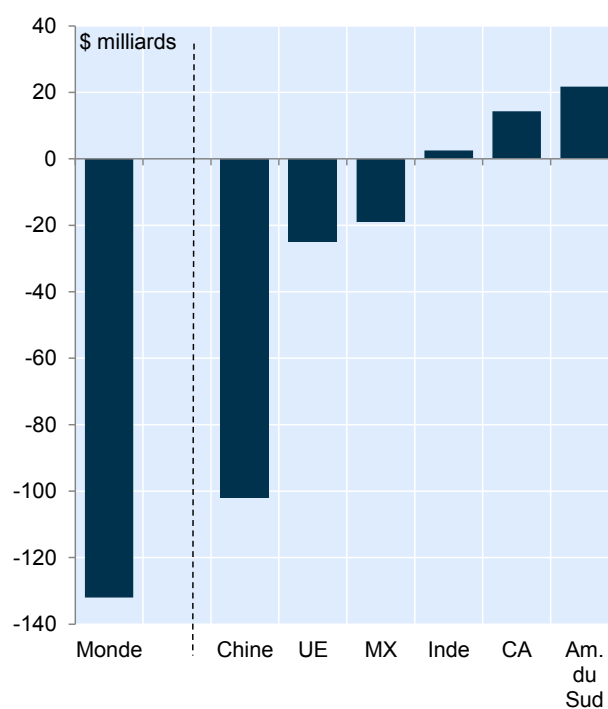
Enfin, à long terme, les tensions sino-indiennes pourraient donner aux États-Unis la possibilité de transformer leur déficit commercial mondial dans les produits de technologie avancée en un excédent commercial. Cela serait motivé par les efforts continus de réduire les liens commerciaux avec la Chine tout en renforçant ceux avec l'Inde et d'autres régions. La dernière fois que les États-Unis ont eu un excédent commercial dans ce secteur remonte à 2000 (voir ci-dessous). Les produits de technologie avancée comprennent notamment des produits dans l'aérospatiale, la biotechnologie, l'électronique, l'information et les communications, les sciences biologiques, la technologie nucléaire et la défense.

États-Unis : Un déficit de TI que Washington espère transformer en excédent

Total des exportations et des importations de produits de technologie avancée (PTA)



Balance commerciale de PTA par régions (2019)



FBN Économie et Stratégie (données de <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c0007.html>)

Économie et Stratégie

Bureau Montréal

514 879-2529

Stéfane Marion

Économiste et stratège en chef
stefane.marion@bnc.ca

Matthieu Arseneau

Chef économiste adjoint
matthieu.arseneau@bnc.ca

Paul-André Pinsonnault

Économiste principal
paulandre.pinsonnault@bnc.ca

Marc Pinsonneault

Économiste principal
marc.pinsonneault@bnc.ca

Kyle Dahms

Économiste
kyle.dahms@bnc.ca

Jocelyn Paquet

Économiste
jocelyn.paquet@bnc.ca

Angelo Katsoras

Analyste géopolitique
angelo.katsoras@bnc.ca

Bureau Toronto

416 869-8598

Warren Lovely

*Stratège principal Taux d'intérêt,
Économie et Stratégie*
warren.lovely@bnc.ca

Taylor Schleich

*Associé Stratégie Taux d'intérêt,
Économie et Stratégie*
taylor.schleich@bnc.ca

Général

Le présent rapport a été élaboré par Financière Banque Nationale inc. (FBN), (courtier en valeurs mobilières canadien, membre de l'OCRCVM), filiale en propriété exclusive indirecte de la Banque Nationale du Canada. La Banque Nationale du Canada est une société ouverte inscrite à la Bourse de Toronto.

Les renseignements contenus aux présentes ont été obtenus de sources que nous croyons fiables, mais ils ne sont pas garantis, peuvent être incomplets et modifiés sans préavis. Les renseignements sont à jour ou de communiquer tout fait nouveau concernant les sujets ou les titres évoqués. Les opinions exprimées sont fondées sur l'analyse et l'interprétation du ou des auteurs de ces renseignements, et elles ne doivent pas être interprétées comme une sollicitation ou une offre visant l'achat ou la vente des titres mentionnés dans les présentes, et rien dans le présent rapport ne constitue une déclaration selon laquelle toute stratégie ou recommandation de placement contenue aux présentes convient à la situation individuelle d'un destinataire. Dans tous les cas, les investisseurs doivent mener leurs propres vérifications et analyses de ces renseignements avant de prendre ou d'omettre de prendre toute mesure que ce soit en lien avec les titres ou les marchés qui sont analysés dans le présent rapport. Il importe de ne pas fonder de décisions de placement sur ce seul rapport, qui ne remplace pas un contrôle préalable ou les travaux d'analyse exigés de votre part pour motiver une décision de placement.

Le présent rapport ne peut être distribué que dans les cas permis par la loi applicable. Le présent rapport ne s'adresse pas à vous si FBN ou toute société affiliée distribuant le présent rapport fait l'objet d'interdiction ou de restriction de le mettre à votre disposition par quelque loi ou règlement que ce soit dans quelque territoire que ce soit. Avant de lire le présent rapport, vous devriez vous assurer que FBN a l'autorisation de vous le fournir en vertu des lois et règlements en vigueur.

Marchés financiers Banque Nationale du Canada est une marque de commerce utilisée par Financière Banque Nationale et National Bank of Canada Financial Inc.

Résidents du Canada

FBN ou ses sociétés affiliées peuvent appliquer toute stratégie de négociation décrite dans les présentes pour leur propre compte ou sur une base discrétionnaire pour le compte de certains clients; elles peuvent, à mesure que les conditions du marché changent, modifier leur stratégie de placement, notamment en procédant à un désinvestissement intégral. Les positions de négociation de FBN et de ses sociétés affiliées peuvent également être contraires aux opinions exprimées dans le présent rapport.

FBN ou ses sociétés affiliées peuvent intervenir comme conseillers financiers, placeurs pour compte ou preneurs fermes pour certains émetteurs mentionnés dans les présentes et recevoir une rémunération pour ces services. De plus, FBN et ses sociétés affiliées, leurs dirigeants, administrateurs, représentants ou adjoints peuvent détenir une position sur les titres mentionnés dans les présentes et effectuer des achats ou des ventes de ces titres à l'occasion, sur les marchés publics ou autrement. FBN, ses sociétés affiliées peuvent agir à titre de teneurs de marché relativement aux titres mentionnés dans le présent rapport. Le présent rapport ne peut pas être considéré comme indépendant des intérêts exclusifs de FBN et de ses sociétés affiliées.

Le présent rapport n'est pas considéré comme un produit de recherche en vertu des lois et règlements canadiens. Par conséquent, ce document n'est pas régi par les règles applicables à la publication et à la distribution de rapports de recherche, notamment les restrictions ou renseignements à fournir pertinents qui doivent être inclus dans les rapports de recherche.



Résidents du Royaume-Uni

Le présent rapport est un document de marketing. Il n'a pas été préparé conformément aux exigences prévues par les lois de l'Union européenne établies pour promouvoir l'indépendance de la recherche en matière de placement, et il ne fait l'objet d'aucune interdiction concernant la négociation préalable à la diffusion de la recherche en matière de placement. FBN a approuvé le contenu du présent rapport, dans le cadre de sa distribution aux résidents du Royaume-Uni (notamment pour l'application, au besoin, du paragraphe 21(1) de la *Financial Services and Markets Act 2000*). Le présent rapport est fourni à titre indicatif seulement et ne constitue en aucun cas une recommandation personnalisée ni des conseils juridiques, fiscaux ou de placement. FNB et sa société mère, ou des sociétés de la Banque Nationale du Canada ou membres du même groupe qu'elle, ou leurs administrateurs, dirigeants et employés peuvent détenir des participations ou des positions vendeur ou acheteur à l'égard des placements ou des placements connexes qui font l'objet du présent rapport, ou ils peuvent avoir détenu de telles participations ou positions. Ces personnes peuvent à tout moment effectuer des ventes ou des achats à l'égard des placements ou placements connexes en question, que ce soit à titre de contrepartistes ou de mandataires. Elles peuvent agir à titre de teneurs de marché pour ces placements connexes ou avoir déjà agi à ce titre, ou peuvent agir à titre de banque d'investissement ou de banque commerciale à l'égard de ceux-ci ou avoir déjà agi à ce titre. La valeur des placements et les revenus qui en découlent peuvent autant baisser qu'augmenter, et il se peut que vous ne récupériez pas la somme investie. Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Si un placement est libellé en devises, les variations de change peuvent avoir un effet défavorable sur la valeur du placement. Il peut s'avérer difficile de vendre ou de réaliser des placements non liquides, ainsi que d'obtenir de l'information fiable concernant leur valeur ou l'étendue des risques auxquels ils sont exposés. Certaines opérations, notamment celles qui concernent les contrats à terme, les swaps, et autres produits dérivés, soulèvent un risque sérieux et ne conviennent pas à tous les investisseurs. Les placements prévus dans le présent rapport ne sont pas offerts aux clients particuliers, et le présent rapport ne doit pas leur être distribué (au sens des règles de la Financial Conduct Authority). Les clients particuliers ne devraient pas agir en fonction des renseignements contenus dans le présent rapport ou s'y fier. Le présent rapport ne constitue pas une offre de vente ou de souscription, ni la sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription des titres décrits dans les présentes, ni n'en fait partie. On ne doit pas non plus se fonder sur le présent rapport dans le cadre d'un contrat ou d'un engagement quelconque et il ne sert pas, ni ne servira de base ou de fondement pour de tels contrats ou engagements.

Les présents renseignements ne doivent être communiqués qu'aux contreparties admissibles et clients professionnels du Royaume-Uni au sens des règles de la Financial Conduct Authority. FBN est autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority au Royaume-Uni, et à son siège social au 71 Fenchurch Street, Londres, EC3M 4HD.

FBN n'est pas autorisée par la Prudential Regulation Authority ou par la Financial Conduct Authority à accepter des dépôts au Royaume-Uni.

Résidents des États-Unis

En ce qui concerne la distribution du présent rapport aux États-Unis, National Bank of Canada Financial Inc. (« NBCFI ») qui est réglementée par la Financial Industry Regulatory Authority (FINRA) et est membre de la Securities Investor Protection Corporation (SIPC), membre du groupe de FBN, endosse la responsabilité du contenu du présent rapport, sous réserve des modalités susmentionnées. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet du présent rapport, les résidents des États-Unis doivent communiquer avec leur représentant inscrit de NBCFI.

Ce rapport n'est pas un rapport de recherche et ne s'adresse qu'aux grands investisseurs institutionnels des États-Unis. Ce rapport n'est pas assujéti aux normes d'indépendance et d'informations à fournir aux États-Unis applicables aux rapports de recherche.

Résidents de HK

En ce qui concerne la diffusion de ce document à Hong Kong par NBC Financial Markets Asia Limited (« NBCFMA »), titulaire d'un permis de la Securities and Futures Commission (« SFC ») qui l'autorise à mener des activités réglementées de type 1 (négociation de valeurs mobilières) et de type 3 (négociation avec effet de levier sur le marché de change), le contenu de cette publication est uniquement présenté à titre d'information. Il n'a pas été approuvé, examiné ni vérifié par aucune autorité de réglementation de Hong Kong, ni n'a été déposé auprès d'une telle autorité. Rien dans ce document ne constitue une recommandation, un avis, une offre ou une sollicitation en vue de l'achat ou de la vente d'un produit ou d'un service, ni une confirmation officielle d'aucune transaction. Aucun des émetteurs de produits, ni NBCFMA ni aucun membre de son groupe, ni aucune autre personne ou entité désignée dans les présentes n'est obligé de vous aviser de modifications de quelque information que ce soit et aucun des susmentionnés n'assume aucune perte que vous auriez subie en vous en fondant sur ces informations.

Ce document peut contenir des informations au sujet de produits de placement dont l'offre au public de Hong Kong n'est pas autorisée par la SFC et ces informations seront uniquement mises à la disposition de personnes qui sont des investisseurs professionnels [au sens de « Professional Investors », tel que défini par la Securities and Futures Ordinance of Hong Kong (« SFO »)]. Si vous avez des doutes quant à votre statut, vous devriez consulter un conseiller financier ou communiquer avec nous. Ce document n'est pas un document de marketing et n'est pas destiné à une distribution publique. Veuillez noter que ni ce document ni le produit qui y est mentionné ne sont visés par une autorisation de vente de la SFC. Prière de vous reporter au prospectus du produit pour des renseignements plus détaillés.

Des conflits d'intérêts concernant NBCFMA ou les activités de membres de son groupe sont possibles. Ces activités et intérêts comprennent des intérêts multiples en termes de conseils, transactionnels et financiers, dans les valeurs mobilières et instruments qui peuvent être achetés ou vendus par NBCFMA ou les membres de son groupe, ou dans d'autres instruments de placement qui sont gérés par NBCFMA ou les membres de son groupe qui peuvent acheter ou vendre de telles valeurs mobilières ou de tels instruments. Aucune autre entité au sein du groupe de la Banque Nationale du Canada, y compris la Banque Nationale du Canada et Financière Banque Nationale Inc., n'est titulaire d'un permis de la SFC ni n'est inscrite auprès de la SFC. Par conséquent, ces entités et leurs employés ne sont pas autorisés à ni n'ont l'intention de : (i) se livrer à une activité réglementée à Hong Kong; (ii) se présenter comme s'ils se livraient à une activité réglementée à Hong Kong; (iii) commercialiser activement leurs services auprès du public de Hong Kong.

Droits d'auteur

Le présent rapport ne peut être reproduit en totalité ou en partie, ni distribué, publié ou mentionné de quelque manière que ce soit, ni ne le peuvent les renseignements, les opinions ou les conclusions qu'il contient sans, dans chaque cas, obtenir le consentement préalable et écrit de la FBN.